



Centre Val de Loire : les médecins unis dans la colère

Les étudiants en médecine, les internes, les médecins libéraux ne sont pas responsables du problème de l'accès aux soins dans notre région particulièrement déficitaire, mais en subissent les conséquences chaque jour tout comme leurs patients.

Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale, fixant le budget et l'organisation pour 2023, ne répond pas aux besoins urgents de notre système de santé.

OUI à une revalorisation des actes. Des consultations à 25 €, en bas de l'échelle des pays européens, nous brident et nous empêchent d'optimiser nos prises en charge au sein de nos cabinets.

NON à une quatrième année d'internat de médecine générale telle que décidée actuellement qui oblige des jeunes médecins inexpérimentés à exercer dans les territoires les plus en difficulté, constituant une mise en danger pour la population et pour les étudiants.

NON à une coercition à l'installation, qui dans notre région déficitaire à quasi 100%, ne résoudra pas le problème mais détournera les médecins de l'exercice libéral.

NON aux transferts de compétences. La compétence ne se délègue pas, elle s'acquiert. Le médecin doit rester le pivot du système de santé.

Nous soutenons le mouvement de contestation et les actions des étudiants et internes en médecine.

17 NOVEMBRE 2022

Faisons comprendre à ce gouvernement que la santé des Français passe par le respect et la revalorisation des médecins libéraux et des médecins traitants en particulier, qui sont les piliers d'une médecine de qualité au plus près de la population.